

 <b>UNION EUROPÉENNE</b> <small>FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL</small>	<div style="background-color: #555; color: white; padding: 10px; text-align: center;"> <b>Région Nord Pas de Calais - Picardie</b> </div>	<b>Direction départementale des territoires et de la mer du Nord</b>
<p style="text-align: center;">Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)</p> <p style="text-align: center;"><b>Notice spécifique de la mesure</b>  <b>« Gestion extensive des prairies et suppression de fertilisation »</b>  <b>NC_38N_HE05</b></p> <p style="text-align: center;"><b>du territoire « Site 38 : Forêts, bois, étangs et bocage herbager de la Fagne et du plateau d’Anor »</b></p> <p style="text-align: center;">Campagnes 2015 et 2016</p>		

Opération(s) mobilisée(s) : HERBE03

## 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

La gestion extensive des prairies avec suppression de fertilisation vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre des prairies permanentes. En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des végétations, plus pauvres en espèces, à travers la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces animales spécialistes par des espèces généralistes.

La fertilisation modifie ainsi la composition fonctionnelle des communautés végétales en présence : elle favorise les espèces de grande taille, dont les tissus sont plus riches en éléments minéraux, et dont les capacités de croissance et de prélèvement des minéraux sont plus élevées.

La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsables de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et dans les bordures adjacentes.

De plus, la gestion extensive des prairies avec retard de fauche permet aux espèces animales (chauves souris, insectes, ...) et végétales inféodées aux surfaces en herbe, entretenues notamment par fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification, chasse, reproduction, ...). La conservation des zones non fauchées ou fauchées avec un retard est très intéressant, spécialement en bordure de parcelles.

Cette mesure permet le maintien des prairies permanentes, notamment des végétations d'intérêt communautaire. Elle renforce les trames vertes et bleues, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, en participant à la constitution des corridors biologiques connectant les cœurs de nature du territoire.

## 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 131 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

### **3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE**

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

#### **3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation**

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « NC\_38N\_HE05 » n'est à vérifier.

#### **3.2 Conditions relatives aux éléments engagés**

Vous pouvez engager dans la mesure « NC\_38N\_HE05 » les **prairies permanentes de votre exploitation figurant dans votre déclaration de surfaces de l'année de l'engagement située sur le territoire " Site 38 : Forêts, bois, étangs et bocage herbager de la Fagne et du plateau d'Anor "**, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

### **4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS**

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

### **5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS**

Pour les contractualisations 2015, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Pour les contractualisations 2016, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC\_38N\_HE05 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

#### **Prise en compte du verdissement**

Justification de la prise en compte des pratiques du verdissement afin d'éviter tout double paiement :

- Maintien des prairies permanentes existantes : cette exigence a une interaction avec cette opération. Afin d'éviter tout double financement, l'obligation de maintien des surfaces en herbe doit être respectée à l'échelle de la parcelle engagée, ce qui est plus contraignant que le verdissement qui s'applique à l'échelle régionale. Par ailleurs cette obligation n'est pas rémunérée.
- Présence de 5 % de SIE sur les terres arables : cette exigence n'a pas d'interaction avec cette opération ;
- Diversification des cultures : cette exigence n'a pas d'interaction avec cette opération.

**ATTENTION** : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats.  Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si retenu pour le territoire : Respect de la limitation de fertilisation P et K à 0 / 0 U/ha/an	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

**ATTENTION** : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

## 6. REGLES SPECIFIQUES DE LA MISE EN OEUVRE DE LA MESURE « NC\_38N\_HE05 »

La restitution au pâturage n'est pas prise en compte dans le calcul de la fertilisation,  
L'épandage des boues de stations d'épuration et de compost sont interdits,  
Les apports magnésiens et de chaux sont interdits.

Pour chaque parcelle engagée dans la mesure « NC\_38N\_HE05 », l'enregistrement devra a minima comporter les points suivants :

**identification de l'élément engagé** : n° de l'îlot, parcelle, partie ou groupe de parcelle(s) telle que localisé sur les RPG de la déclaration de surfaces,

**pratiques de fertilisation des surfaces** : dates, quantités, produits (mais 0 pour les apports magnésiens, de chaux, apports en azote, phosphore et potassium).